

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU BUREAU DÉPARTEMENTAL DU SNUDI FO 53 (2023-2025)

Le mandat de 2 ans que vous nous avez confié s'achève. Dans notre journal, nos messages électroniques, sur notre site, lors de nos visites d'écoles et de nos Réunions d'Information Syndicale, ou de nos stages, nous vous avons très régulièrement rendu compte de nos actions, de nos interventions et de notre travail en défense de vos droits, de vos revendications et de l'Ecole publique. **Ce rapport d'activité est loin d'être exhaustif, mais il est le reflet de notre activité. Il nous permet de rappeler aux adhérents du SNUDI-FO 53 les positions et principes défendus par le syndicat. C'est par notre présence et notre connaissance du terrain, que nous pouvons peser dans les discussions avec les responsables administratifs, dans les instances, mais aussi en audience auprès des IEN, du DASEN, pour faire valoir nos droits et nos intérêts. Encore une fois, le syndicat est notre outil à tous, il appartient à TOUS ses adhérents, il existe par ce que nous en faisons, et par ce que nous définissons et décidons ensemble. Indépendance, constance, sérieux, réactivité et détermination font que le SNUDI-FO est la 1^{ère} Force syndicale dans les écoles Publiques du département de la Mayenne.**

Année scolaire 2023-2024

- 13 réunions du bureau départemental
- 3 réunions du conseil syndical
- 14 réunions d'information syndicale (RIS)
- 7 **stages** organisés à Laval.
- Visites d'écoles** régulières et toute l'année scolaire
- Publication d'un **Memento** actualisé pour les adhérents et distribué dans les visites d'école.
- Publication de 3 **communales** Papier, envoyées aux adhérents et aux écoles.
- 30 Communal-Email
- Plusieurs audiences dont : [Audience DASEN du 10 juillet 2024](#) (recours mouvements, PES, INEAT-EXEAT, dossiers individuels), [Audience DASEN du 17 avril 2024](#) : dossiers individuels, situations RSST, carte scolaire, amiante, PES, [Audience mairie de Laval 12 avril 2024](#) : Rythmes scolaires, [Audience Rectrice du 6 novembre 2023](#) : Evaluations d'école, formation continue

Interpro

Le SNUDI-FO 53 est en lien permanent avec son UD et participe à toutes les initiatives interprofessionnelles.

Inclusion scolaire

- 6 novembre : [34 personnes réunies avec FO en Mayenne adoptent un appel](#)
- 17 novembre : [conférence nationale sur l'inclusion scolaire à Paris](#). 3 délégués du SNUDI-FO 53 font le déplacement.
<https://snudifo-53.fr/25-janvier-ensemble-a-paris/>
- 25 janvier : un car part de Laval pour se rendre à la manifestation à Paris. [5000 personnes défilent sous les fenêtres de la ministre](#), pour dire non à l'inclusion systématique et indifférenciée.

AESH

Le SNUDI-FO syndique, aide, conseille et accompagne toujours plus de collègues AESH. Le syndicat intervient régulièrement pour la défense de ces personnels, et est à l'initiative des intersyndicales départementales. Un nouveau guide AESH départemental est publié.

Direction d'école

Multiplication des interventions du syndicat pour l'abandon des GDDE et pour un réel allègement des tâches.

Evaluations d'école

Le SNUDI-FO 53 continue de proposer l'action commune aux autres syndicats. L'[appel départemental](#) à refuser les évaluations d'écoles est renouvelé. Le SNUDI-FO 53 fait respecter le caractère facultatif de ce dispositif via ces interventions auprès des IEN et du DASEN.

Postes

Carte scolaire : Rassemblement devant la DSDEN mardi 13 février, pendant le CSA-SD, à l'initiative du SNUDI-FO et à l'appel du SNUDI-FO 53, du SNUIPP-FSU, du SE-UNSA et de la CGT. Une centaine de personnes dont des délégations de parents et de collègues des écoles d'Averton, Saint Cénére, Ruillé Froid-Fonds... soutenus par le SNUDI-FO 53, présentes pour refuser les fermetures de classes, et pour revendiquer les ouvertures nécessaires. Du fait de l'absence de la DASEN en CSA, FO a fait sa déclaration au rassemblement.

RPI Villiers-Charlemagnes / Ruillé-Froid-Fonds : Le SNUDI-FO 53 était présent **lundi 29 janvier** au rassemblement organisé devant l'école de Ruillé et a

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

aidé à l'organisation du comité de défense de l'école. Le SNUDI-FO 53 est présent à tous les rassemblements (29 janvier, 12 février, 19 février, 20 février...) avec les collègues et les parents d'élèves. Samedi 17 février : Opération escargot sur l'axe Château-Gontier-Laval avec les parents d'élèves du RPI. La mobilisation a payé, FO obtient l'annulation de la fermeture le 20 février !

La Pellerine : FO était présent à la réunion publique organisée en soirée lundi 29 janvier. Le syndicat a relayé la [pétition mise en place par les parents d'élèves](#) et appelé à la signer et à la partager. Rassemblement et blocage de l'école le vendredi 9 février.

Saint Cénéry (Montsûrs): le SNUDI-FO 53 a participé aux réunions avec élus, parents, et est présent au rassemblement de mardi 30 janvier à Saint Cénéry. Le syndicat a relayé la [pétition des parents d'élèves](#). Le SNUDI-FO 53 est également présent en réunion publique aux côtés des collègues, des parents, en présence de la DASEN, de l'IEN adjoint et de l'IEN, vendredi 16 février. Pendant plus de 2 heures, la DASEN n'a pas réussi à convaincre.

Marcillé la Ville : réunion publique du 29 janvier, le syndicat relaie la [motion adoptée par les 47 participants](#). Rassemblement à Marcillé la Ville le 31 janvier, le SNUDI-FO 53 est aux côtés des personnels, et du comité de défense de l'école publique. Rassemblement et blocage de l'école le 2 février avec présence du député de circonscription et du Maire en soutien. **En CSA le 5 février, nous obtenons l'annulation du projet de fermeture de Marcillé La Ville.**

Bouère/Saint Brice : le SNUDI-FO 53 est présent aux côtés des collègues et des parents d'élèves pour les rédactions de courrier et l'organisation d'un rassemblement le 9 février. Le syndicat est présent au rassemblement du 9 février au soir. Le SNUDI-FO relaie également la [pétition des parents d'élèves](#).

Averton : le SNUDI-FO 53 est présent en réunion publique 6 février, blocage de l'école et rassemblement le 9 février... Lundi 12 février, blocage de l'école, des transports scolaires et du village tout entier !

Remplacement

Face au nombre très important d'absences non-remplacées (plus de 2000 !), envoi d'un [courrier à la Directrice académique](#) en mars 2024 et rappel des consignes à tenir en cas de non-remplacement.

Le SNUDI-FO est intervenu également pour faire rectifier des ISSR dont le montant était sous-évalué.

Revue de presse carte scolaire 2024

[Ouest France 22/02/2024](#)
[Courrier de la Mayenne du 22/02/2024](#)
[Le globjournal du 22/02/2024](#)
[Ouest France 21/02/2024](#)
[Le courrier de la Mayenne du 16/02/2024](#)
[Courrier de la Mayenne du 15/02/2024](#)
[Ouest France du 12/02/2024](#)
[France bleu Mayenne 01/02/2024](#)
[France bleu Mayenne 06/02/2024](#)
[Ouest France 10/02/2024](#)
[Ouest France 09/02/2024](#)
[Ouest France 09/02/2024](#)
[Le courrier de la Mayenne 09/02/2024](#)
[France Bleu Mayenne 05/02/2024](#)
[Ouest France 06/02/2024](#)
[Ouest France \(manque de remplaçants\) 05/02/2024](#)
[Courrier de la Mayenne 29/01/2024](#)
[Ouest France 24/01/2024](#)
[Le GlobJournal 25/01/2024](#)
[Haut Anjou 29/01/2024](#)
[Courrier de la Mayenne 1/02/24](#)
[Ouest France 01/02/24 \(1\)](#)
[Ouest France 01/02/24 \(2\)](#)
[Oxygene radio 31/01/24](#)
[Le Courrier de la Mayenne 02/02/24](#)
[Le courrier de la Mayenne 02/02/24](#)
[Le courrier de la Mayenne 02/02/24](#)

Listes complémentaires

Victoire syndicale du SNUDI-FO : les listes complémentaires vont toutes être recrutées sous statut !

Les responsables administratifs de la DSDEN de la Mayenne confirment vendredi 21 juin au SNUDI-FO 53 que l'intégralité des listes complémentaires de l'académie de Nantes va être contactée pour un recrutement sous statut. Cette victoire est à mettre au compte de l'implication des listes complémentaires avec les SNUDI-FO de l'académie qui n'ont pas ménagé leurs interventions à tous les niveaux pour le recrutement de fonctionnaires stagiaires et non des contractuels. Nous avons réuni les listes complémentaires de l'académie qui ont décidé d'un rassemblement devant les DSDEN (nous avons proposé cette initiative aux autres syndicats qui n'ont pas souhaité s'y associer) et adopté [une motion](#) que nous avons transmise à la DASEN lors du CSA jeudi 20 juin. Interrogé par FO en CSA, la DASEN nous confirme que la Rectrice a demandé autorisation au ministère pour recruter les listes complémentaires. Le vendredi matin, interrogé par le SNUDI-FO à propos du recrutement des listes complémentaires, le ministère

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

nous apporte la réponse suivante : « Nous avons bien donné l'autorisation aux académies d'appeler les LC CRPE. » Et enfin vendredi après-midi la DSDEN 53 informe le SNUDI-FO du recrutement intégral des 80 lauréats inscrits sur listes complémentaires, la ministre ayant donné son autorisation.

AVIS déposé par FO: POUR à l'unanimité des organisations syndicales

« Le CSA-SD réuni le jeudi 20 juin 2024 demande le recrutement effectif de toutes les personnes inscrites sur les listes complémentaires ainsi que le ré-abondement des listes complémentaires, pour permettre le recrutement immédiat de fonctionnaires stagiaires à hauteur des besoins urgents, en particulier pour : la création de postes de remplaçants pour couvrir toutes les absences, l'ouverture des classes réclamées par les équipes enseignantes, l'annulation des fermetures de classes, la création de postes RASED, de postes d'enseignants référents, l'augmentation des décharges de direction, des places en ESMS. Le CSA-SD demande à la directrice académique de saisir à nouveau la rectrice en ce sens. »

Laïcité et neutralité politique

Le SNUDI FO 53 a interpellé la mairie de Laval le 6 juin 2023 au sujet du respect des principes de laïcité. La ville avait annoncé aux établissements scolaires lavallois que « La ville de Laval, la Direction Académique et la Direction de l'Enseignement Catholique organisent une remise de diplôme marquant la fin de la scolarité primaire pour les enfants de CM2 ».

Le premier ministre lui-même a « oublié » que la neutralité politique était une règle dans l'Éducation Nationale. Il a ainsi terminé la campagne électorale des élections européennes dans l'école de Saint-Denis d'Anjou. Accompagné de candidate de son parti, de plusieurs ministres de son gouvernement, d'un cortège de journalistes et de membres de force de l'ordre, il est entré dans l'école pour faire sa communication. Une ingérence inacceptable pour le SNUDI FO 53 qui a réagi le soir même en interpellant la DASEN et la Rectrice.

Formation

Formation pendant les congés : victoire du SNUDI-FO 53 ! Suite à [notre courrier](#) et à notre entrevue avec le secrétaire général lundi, l'IA confirme que les formations prévues sur le temps des vacances **ne peuvent se faire que sur la base du volontariat !**

C'est une victoire pour les collègues qui étaient convoqués avec ordre de mission !

Rythmes scolaires

Nous avons interpellé les maires de Château-Gontier, Bierné, Saint-Berthevin, Mayenne et Laval au sujet des rythmes scolaires dès le 21 décembre 2023.

Une enquête en ligne a été mise en place à l'issue de laquelle la majorité des collègues se positionnait pour le retour des 4 jours pour tous.

Une demande d'audience a ensuite été envoyée aux maires concernés.

Une RIS spéciale rythmes scolaire a eu lieu à l'école Jean de la Fontaine de Château-Gontier. Une motion a émergé de cette RIS, signée par une cinquantaine de collègues pour le retour aux 4 jours pour tous.

Forte de cette motion, une délégation du SNUDI FO 53 a rencontré le maire de Château-Gontier une première fois en avril 2024. Un rassemblement a ensuite eu lieu le mardi 14 mai à 18h devant la mairie de Château-Gontier. Une autre délégation est reçue, cette fois composée d'un responsable du SNUDI FO 53, d'une parent d'élève, de 2 professeurs des écoles et d'un représentant FO des personnels territoriaux. Le maire s'est entouré des 3 autres maires adjoints de la ville, du secrétaire général et de l'adjoint à la réussite éducative. La rencontre a été très tendue, le maire n'entendant aucun argument.

Une rencontre a également eu lieu le 12 avril 2024 avec Mme Le Mée Clavreul pour la ville de Laval.

Le 12 juin 2024, un rassemblement a eu lieu devant les grilles de la DSDEN. Des collègues de l'ensemble du département avaient fait le déplacement.

Intervention en F3SCT sur les conséquences des rythmes scolaires sur les conditions de travail, avec proposition d'un avis.

Statut

Le SNUDI-FO 53 fait à nouveau respecter le caractère volontaire des évaluations d'écoles et des évaluations nationales. Aidées par le SNUDI-FO 53 des écoles sortent du dispositif d'évaluation d'école.

PPCR

L'administration avait prévu une CAPD pour l'étude des recours le 28 novembre. Les élus CAPD ont fait remarquer pendant ces congés, que les PE avaient bien jusqu'au 11 décembre pour formuler leur recours CAPD, et que par conséquent cette réunion ne pouvait se tenir avant. Suite à notre intervention auprès des services, la CAPD a été annulée et reportée.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

PES

Visites à l'INSPE (affichage et prise de contact avec les stagiaires) et informations régulières aux PES
Le SNUDI-FO a conseillé les collègues PES convoqués devant le jury académique.

Site internet régulièrement mis à jour et très visité avec 349277 visites sur notre de septembre 2023 à août 2024 avec 913481 de vues sur les pages.

Syndicalisation (2023) : passage de 135 à 162 adhérents.

Année scolaire 2023-2024

- 15 réunions du bureau départemental
- 14 [RIS](#) organisées dans le département
- 9 [stages](#) organisés
- Publication d'un nouveau **Memento** de rentrée pour les PE adhérents et les écoles
- Publication d'un nouveau guide AESH
- Des [audiences](#) dont : [Audience DASEN du 5 mai 2025](#) (Amiante, médecine de prévention, carte scolaire, dossiers individuels, inclusion scolaire...), [Audience ministre en charge du handicap du 16 janvier 2025](#) (inclusion scolaire, AESH), [Audience IA du 15 janvier 2025](#) (carte scolaire, suivi RSST, situations individuelles et écoles, recours HC et classe ex, mouvement...), [Audience avec la préfète du 20 novembre 2024](#) (journée internationale des droits de l'enfant), [Audience DASEN du 3 octobre 2024](#) (AESH, évaluations d'école, direction, RASED, circulaire ASA, dossiers écoles et dossiers individuels)
- Visites d'école régulières** : comme chaque année les représentants du SNUDI-FO se déplacent dans TOUTES les écoles du département.
- **CommunalEmail** ; envoi de 32 CommunalEmails aux adhérents et sympathisants
- Défense des dossiers individuels des adhérents accompagnés parfois en audience

Postes

Carte scolaire : Le SNUDI-FO se déplace en réunions publiques, en RIS, et en visites d'écoles pour recenser les écoles menacées de fermeture.

Pendant le CDEN, des collègues étaient rassemblés devant la préfecture à l'appel de FO pour l'annulation des fermetures de classes et les créations de postes nécessaires.

Revue de presse 2025 :

[Ouest France du 6/02/25](#)

[Ouest France du 6/02/25 \(2ème article\)](#)

[Le courrier de la Mayenne \(06/02/25\)](#)

[Oxygene radio du 5/02/25](#)

Et sur les ondes de Ici Mayenne (France Bleu Mayenne)

Listes complémentaires

Courrier à la Rectrice le 13 juin ([Le courrier](#)) et DASEN : le SNUDI-FO exige l'ouverture des listes complémentaires a minima pour un recrutement similaire à celui de 2024, et leur ré-abondement pour répondre aux besoins dans le département. Le SG répond à FO que la Rectrice a déjà ouvert un recrutement à hauteur de celui de 2024, listes complémentaires comprises. La délégation a répondu que c'était inexact puisque la différence est déjà de 7 (275 en 2024 et 268 en 2025 !), et obtient un rectificatif.

Remplacement

Le SNUDI-FO 53 obtient en audience avec la DASEN que les Titulaires Remplaçants affectés à l'année perçoivent l'ISSR.

Le SNUDI-FO 53 fait corriger des distances mal évaluées pour la perception de l'ISSR

Laïcité

Le SNUDI FO 53 a été saisi par des parents d'élèves de Château-Gontier suite à l'ingérence politique de Valérie Hayer. Cette députée européenne a profité d'une journée citoyenne pour "offrir" aux élèves de CM2 des goodies à l'effigie de son parti politique.

LE SNUDI FO 53 a fait un communiqué après la visite de Christelle Moranaïs en septembre 2025. Cette visite avait pour but de promouvoir l'Université Catholique de l'Ouest qui s'implante à Laval avec des subventions à la fois de Laval Agglo et du département. L'argent public doit servir à l'Ecole Publique et non financer les établissements privés catholiques.

Inclusion

[Rassemblement à Laval](#) à l'occasion de la journée internationale des Droits de l'Enfant avec délégation reçue par la Préfète ([audience](#)) pour porter les revendications et faire remonter le constat alarmant de la situation.

Le 16 janvier 2025, une délégation FO est reçue par la préfète et la ministre en charge du handicap ([compte-rendu](#))

Réunion publique à Laval en mars 2025 réunissant des parents, AESH, enseignants, enseignants spécialisés, éducateurs, médecins, infirmiers en pédopsychiatrie...

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Statut

Janvier 2025 : Intervention auprès des IEN de Mayenne Sud-Ouest et Nord-Est qui voulaient imposer la récupération du lundi de Pentecôte et intervention complémentaire auprès du Secrétaire Général de la DSDEN. Suite à nos interventions, cette récupération est finalement annulée.

Le SNUDI-FO 53 fait à nouveau respecter le caractère volontaire des évaluations d'écoles et des évaluations nationales. Aidées par le SNUDI-FO 53 des écoles sortent du dispositif d'évaluation d'école.

Direction d'école

A l'initiative du SNUDI-FO, 35 directeurs prennent position dans un éditо dénonçant la surcharge de travail imposée aux directeurs et les conséquences de la loi Rilhac.

Un nouveau journal mayennais spécial direction d'école.

PES

Visites régulières à l'INSPE, notes régulières aux PES par email, une PES adhérente FO représente les PES en groupe de travail

Evaluations d'école

L'appel départemental intersyndical à refuser les évaluations d'écoles est actualisé à notre initiative. Le syndicat fait sortir du dispositif des écoles désignées volontaires.

Conditions de travail

Juin-juillet 2025 : face à la multiplication des jours de canicule, le SNUDI-FO 53 est intervenu en informant les collègues de leurs droits, en soutenant les signalements Danger grave et imminent et en alertant par courrier la préfète et le Directeur académique.

Interpro

Le SNUDI-FO était présent en force à la manifestation du 5 décembre 2024, qui a réuni 1200 manifestants pour la défense des services publics et contre la politique d'austérité. Nous avons également soutenu nos camarades des hôpitaux de Laval et de Mayenne lors de toutes les manifestations organisées, ainsi que les salariés du secteur de l'aide à domicile, et du social en grève et manifestation devant le conseil départemental de la Mayenne le 1er avril 2025.

Site internet

Régulièrement mis à jour et très visité 564555 visites de notre site de septembre 2024 à août 2025 avec 1,2 millions de vues de pages du site.

Syndicalisation (2024)

Passage de 160 à 175 adhérents.

Divers

Réseaux sociaux

Page Facebook : 1600 abonnés

X : + de 2300 abonnés

Groupe privé Facebook des PE de la Mayenne : 370 membres

Désormais le SNUDI-FO 53 est présent sur Instagram, Mastodon, bluesky

Chaîne Youtube avec Podcasts réguliers

REVUE DE PRESSE 2023-2024 (NON EXHAUSTIF)



Ce mardi 5 septembre, lendemain de rentrée, le CSASD (Comité social d'administration-spécial départemental) a acté l'ouverture de quatre classes en Mayenne, dans les écoles Thévalles et Louis-Pergault à Laval, à Jean-de-La-Fontaine à Saint-Fort et à l'école Marcel-Aymé à Bierné-les-Villages. « C'est positif, mais nous avons voté contre la proposition du Dasen (Directeur académique des services de l'Éducation nationale) », déclare Steve Gaudin, du syndicat Snudi-FO, majoritaire dans les écoles publiques du département. En effet, certaines écoles restent dans « une situation alarmante » : Michelet, Hilard et Le Petit-Prince (lire page 13) à Laval, ou encore Jean-Jaurès à Cossé-le-Vivien. « Nous n'en resterons pas là. Nous avons demandé à être reçus par le Dasen pour aborder cette question et d'autres points », poursuit Steve Gaudin. Parmi ces autres sujets, Snudi-FO pointe du doigt la tentative de débat impulsée par le ministre de l'Éducation Gabriel Attal au sujet du port de l'abaya. « C'est une mesure de diversion pour éviter les vrais problèmes de rentrée, et notamment le manque criant de moyens », rappelle Fabien Orain, trésorier adjoint. « On nous dit qu'il faut faire bloc contre l'inégalité. OK, mais sans moyens c'est compliqué ! En Mayenne, avec 19 fermetures de classes dans le 1^{er} degré, c'est schizophrène », développe Steve Gaudin. Le syndicat réclame également une augmentation immédiate des salaires d'au moins 10 % pour contrer l'inflation, ou encore l'abandon des évaluations d'écoles.

Thomas Blond

le Courrier



100% papier recyclé
N° 10072 - 4 140 2 7 1 6
Tous droits réservés. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la Direction est formellement interdite.
Mise en page : 100% papier recyclé
Imprimé en France par : [illegible]
Distributeur : [illegible]

DE LA MAYENNE



Les limites de l'inclusion scolaire

La loi prévoit que plus de 3,6 millions de handicapés sont concernés par la loi. Malgré une volonté partagée de leur offrir le droit à l'école, les conditions de scolarisation, pour certains, restent encore loin d'être satisfaisantes.

« DE LA SOUFFRANCE »

« Une équipe en souffrance, des parents en colère et des professionnels donnant des conseils qu'on ne peut pas honorer » ; « Je doute sur le fait de poursuivre dans ce métier, sur mes capacités d'enseigner dans les années à venir » ; « La situation génère une méfiance de la part des parents »...

Le syndicat FNEC FP-FO ne manque pas de témoignages alarmants. « Voici les conséquences de la non-prise en compte des besoins des élèves. On parle d'inclusion à marche forcée », martèle Stève Gaudin, cosecraire Snudi-FO53. Quand un élève a besoin de soins, il est orienté par la Maison départementale de l'autonomie (MDA) vers une structure ou accompagné par un AESH. « Mais les notifications de la MDA ne sont pas prises en compte, alors les élèves atterrissent en milieu ordinaire », poursuit-il. Résultat : « Parents, enseignants, enfants et autres élèves sont en souffrance. » Stève Gaudin poursuit : « La formation des enseignants ne peut répondre à des problèmes qui relèvent du soin. Malheureusement, il existe de moins en moins de structures spécialisées, et il y a de plus en plus d'inclusion. » En Mayenne, 130 enfants des 1^{er} et 2nd degrés attendent une place en IME (institut médico-éducatif) ou en ITEP (institut thérapeutique éducatif et pédagogique). « Ces enfants sont soit déscolarisés, soit scolarisés en milieu ordinaire. On tire la sonnette d'alarme. On en arrive parfois à avoir l'impression d'être maltraitant », insiste Stève Gaudin. Le CDEN (Conseil départemental de l'Éducation nationale) de la Mayenne s'est réuni le 16 novembre. Le vœu qui en a découlé demande l'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive travaillé par le ministère de l'Éducation nationale. Le syndicat appelle à se rendre à la manifestation organisée le jeudi 25 janvier à Paris.

Manifestation pour l'école à quatre jours : « Tout le monde doit être logé à la même enseigne »

Mercredi 13 juin, les syndicats de FO se sont rassemblés devant la DSEN à Laval pour demander un cadre national de l'école à quatre jours par semaine.

Mercredi 12 juin, des syndicats Snudi-FO, des enseignants et parents d'élèves se sont rassemblés à Laval, devant la DSEN, pour revendiquer un cadre national de l'école primaire à quatre jours par semaine. « C'est

déjà le cas pour 80 % des écoles primaires en Mayenne, mais il reste 20 % où le rythme scolaire est toujours à 4,5 jours. C'est une inégalité de traitement, affirme Frédéric Gayssot, cosecraire départemental de FO. Il y a une vraie demande de la part des collègues, d'établir un rythme national pour tous. » Propos que confirme une enseignante à Changé, qui travaille depuis de nombreuses années dans son établissement qui est déjà passé aux quatre jours par semaine.

« Je viens pour soutenir les collègues. J'ai vu la différence quand on est passés à quatre jours, on peut mieux organiser les activités, et la gestion avec le périscolaire est beaucoup mieux. »

Un combat que mènent quatre enseignantes qui travaillent à Laval, ville où les écoles sont toujours à 4,5 jours par semaine. « On espère que le maire va changer d'avis et avant la fin de son mandat ! Il faut qu'on soit logés tous à la même enseigne. C'est fatigant de devoir s'organiser différemment, on a moins de temps l'après-midi pour faire des sorties ou des activités quand il faut terminer à 16 heures. Et c'est de l'organisation en plus de se déplacer une demi-journée pour les personnes qui prennent en charge les enfants en situation de handicap », confie une professeure avec son drapeau à la main.

Communes concernées :

Ambrières-les-Vallées, RPI Le Buret-Beaumont Pied de Bœuf, Bierné, Chailand, Château-Gontier, RPI Chéméré-Saulges-Thorigné, Commer, Coudray, Forcé, Fougerolles-du-Plessis, Houssay, La Chapelle-Anthénaise, Loigné, Laval, L'Huisserie, Mayenne, Nuillé-sur-Vicoin, Saint-Berthevin.



Une trentaine de personnes se sont mobilisées mercredi 12 juin à Laval pour demander l'école à quatre jours pour tous.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Uniforme à l'école : "une diversion, un écran de fumée" dénonce Stève Gaudin du SNUDI-FO Mayenne

L'uniforme va faire son retour en France. Sous quelle forme? et bien Gabriel Attal, le Ministre de l'éducation nationale en dira plus cet automne.

Mayenne
De Stéphanie Denevault, Germain Treille

Mardi 5 septembre 2023 à 8:58

Par France Bleu Mayenne



Illustration © Maxopp - Sébastien Bolella

Emmanuel Macron parle d'une tenue unique comme un Jean, un t-shirt et une veste, pour des raisons de laïcité, pour éviter des tenues "trop excentriques, qui provoquent". Stève Gaudin est le représentant en Mayenne du syndicat de l'éducation nationale SNUDI FO. Il était l'invité du 6/9 de France Bleu Mayenne ce mardi 5 septembre : "chacun aura compris que ce débat sur l'uniforme est ni plus ni moins une mesure de diversion, un écran de fumée, ou encore l'arbre qui cache la forêt car le vrai débat de cette rentrée ce sont tous les problèmes auxquels sont confrontés nos collègues et qui impactent l'accueil des enfants et des familles dans les écoles"

19 classes fermées en Mayenne

Cette rentrée en Mayenne a été marquée par la fermeture de 19 classes dans le département. Une décision de l'Inspection d'académie face à la baisse des effectifs dans les écoles. Des classes fermées, et la conséquence ce sont des classes parfois surchargées, alerte le maire de Laval Florian Bercault et le député Guillaume Garot. Ils sont préoccupés par la situation dans 4 écoles, Le Petit Prince, Michelet, Badinter et Thévalles. Ils ont saisi l'Inspecteur d'académie. Mais il n'y a pas qu'à Laval qu'il y a des problèmes, souligne Stève Gaudin "à Cossé le Vivien, on a fermé une classe, on se retrouve avec les mêmes effectifs qu'en 2022, mais avec un enseignant et une classe en moins!"

LEGLOB-JOURNAL

Investigations, analyses, opinions, podcasts - Mayenne

S'ABONNER

LA UNE

MAYENNE

CULTURES

SOCIÉTÉ

EDITO

PLUS

LEGLOB-AUDIO

ABONNÉ-ES



★ EN LIGNE: Sénatoriales : grand ménage chez les grands électeurs en Mayenne

Le Dasen part à la retraite, FO reste au front – par Thomas H.

leglob-journal.fr 7 septembre 2023

■ Recevez la newsletter leglob-journal.fr ►
Entrez votre adresse mail ici

Email

RECEVEZ LA LETTRE D'INFOS

■ Podcasts et vidéos



SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Ces parents demandent une ouverture de classe

Chailland — Des parents d'élèves ont bloqué l'école Au fil de l'eau, hier matin. Ils souhaitent un poste d'enseignant supplémentaire pour éviter des classes chargées en effectif à la prochaine rentrée.

La mobilisation

Des parents d'élèves ont bloqué l'école Au fil de l'eau, hier. Ils demandent l'ouverture d'une classe afin d'assurer une année sereine aux élèves de CP à la rentrée 2024-2025. « Nous bloquons l'école pour faire entendre notre voix et montrer notre mécontentement », indique Charline Morin, représentante des parents.

L'école comptera 45 élèves inscrits et accueillera 4 enfants de toute petite section en janvier 2025. « Parmi ces 45 élèves, nous aurons une grosse cohorte de CP, 16 élèves, soit presque le tiers de l'effectif. »

« Les emplois du temps avec 5 niveaux sont intenable »

Avec deux classes, ces élèves se retrouveraient dans une classe de 37 élèves avec les TPS, les PS, MS et Grande Section ou alors dans une classe de 28 élèves avec les CE1, CE2, CM1, CM2. La demande d'un demi-poste supplémentaire, pour décroiser les classes le matin, a été refusée. « Les emplois du temps avec cinq niveaux sont intenable. Nous, les parents, nous refusons ça. Nous demandons, pour une année, un poste supplémentaire. »

Évelyne Le Fellic, du syndicat des enseignants du primaire, le Snudi FO 53, explique « soutenir nos collègues qui vont avoir des conditions d'enseignement très dégradées.



Le blocage de l'école Au fil de l'eau, mercredi. Les parents ont empêché l'accès à l'école et à la garderie pour les enfants de l'école publique.

1 PHOTO : OUEST-FRANCE

Nous demandons que les ouvertures soient annoncées dès maintenant et qu'il n'y ait pas de fermeture. Déjà 20 fermetures ont été annoncées en février et il pourrait y en avoir 5 de plus ».

Le maire en soutien

Le maire Bruno Darras était présent dès 7 h du matin pour la mise en pla-

ce du blocage. « Je les soutiens à 100 %. Je pense qu'il faut donner des moyens aux enseignantes, il n'est pas possible d'avoir 16 CP dans une classe à plusieurs niveaux et de faire une bonne éducation. »

La prochaine échéance est l'établissement de la carte scolaire pendant l'été. Les parents sont prêts à bloquer à nouveau l'école, le 2 sep-

tembre à la rentrée, s'ils n'ont rien obtenu. Ils ont déjà écrit à diverses instances comme l'inspection académique, des élus. Une pétition est en cours, disponible à la supérette. Le maire a déjà signé la pétition et envisage d'écrire au rectorat. « La municipalité travaille en étroite collaboration avec les enseignantes et les parents d'élèves. »

La Mayenne en bref

Force ouvrière appelle à « défendre l'enseignement spécialisé et adapté »

La Fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle Force ouvrière (FNEC FP-FO 53) a déposé un préavis de grève, à compter du 25 janvier, « dans le cadre d'une mobilisation nationale contre l'inclusion scolaire systématique et forcée ».

Dans le même temps, les syndicats FO de l'éducation, de la santé et de la fonction publique appellent à se rendre à Paris, le 25 janvier, au ministère

de l'Éducation nationale « pour défendre l'enseignement spécialisé et adapté » et notamment « obtenir un vrai statut et un vrai salaire pour les accompagnants des élèves en situation de handicap », « la création de places dans les établissements médico-sociaux ».

Des cars seront mis à disposition (sur inscription) au départ de Laval et du péage de Vaiges pour aller manifester.



Fabien Orain, secrétaire départemental FNEC FP-FO.

1 PHOTO : ARCHIVE OUEST-FRANCE

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Élèves handicapés : « de la maltraitance »

Snudi-FO, syndicat des écoles publiques dénonce un malaise lié à l'inclusion indifférenciée des élèves en situation de handicap.



Fabien Orain, secrétaire départemental Fncf FRP-FO, et les cosecétaires départementaux, Frédéric Gayssot, Emilie Angot, et Stève Gaudin (de gauche à droite).

PHOTO : OUEST-FRANCE

Force ouvrière des écoles publiques (Snudi-FO) Mayenne pointe « **le malaise dans les écoles** », lié selon le syndicat à la systématisation de l'inscription des élèves en situation de handicap, dans le système éducatif ordinaire.

« **Nous sommes pour le droit des élèves à avoir un enseignement adapté à leurs besoins** », explique Stève Gaudin. Le cosecétaire départemental reste favorable à « l'inclusion scolaire, lorsqu'elle est possible ».

Pour assurer une éducation inclusive, « **la priorité serait de reconnaître le manque d'accompagnants des élèves en situation de handicap, en leur donnant un vrai salaire** », ajoute Fabien Orain, secrétaire départemental de la Fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle. En Mayenne, « **120 à 130 élèves attendent de pouvoir rentrer dans un Institut médico-éducatif et 160 en Service d'accompagnement des enfants en situation de handicap** ».

« **L'Éducation nationale ne suit pas**

les recommandations de la Maison départementale des personnes handicapées », ce qui génère des « **conditions de travail dégradées pour les personnels médico-sociaux et les enseignants** », ajoute Stève Gaudin.

L'un des témoignages anonymes recueillis par FO décrit les conséquences de ce manque de moyens. « **Même avec les auxiliaires de vie scolaire [...], le groupe de classe est très régulièrement perturbé par des violences verbales, physiques.** »

« **École inclusive** » : appel au retrait de l'acte 2

Le syndicat appelle au retrait de l'acte 2 de l'école inclusive, présenté par Emmanuel Macron en avril 2023. Pour Fabien Orain, son application conduit à « **détruire un peu plus le système médico-social et les structures d'enseignement spécialisées, en partie due à la mutualisation des soins apportés aux élèves scolarisés en milieu ordinaire** ».

Marie PROVOT.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

École : ils réclament le retour à la semaine de 4 jours

Château-Gontier-sur-Mayenne – 40 professeurs des écoles ont signé une motion pour le retour de la semaine de quatre jours. Le Snudi-Fo, syndicat majoritaire, appelle à un rassemblement le mardi 14 mai.

Le débat

L'épineuse question des rythmes scolaires est remise sur le tapis à Château-Gontier-sur-Mayenne. Sur les 55 professeurs des écoles que compte la ville, 40 se sont positionnés, dans une motion, en faveur du retour à la semaine de quatre jours (trois se sont prononcés contre et sept se sont abstenus).

« Pas aux maires de décider de l'organisation scolaire »

Le Snudi-Fo, syndicat majoritaire des écoles publiques, par la voix de Stève Gaudin, a rencontré, jeudi, le maire de la commune, Philippe Henry, pour échanger sur le sujet. « Nous n'acceptons pas que ce soit les maires qui décident de l'organisation scolaire. La loi prévoit un cadre dérogatoire », affirme Stève Gaudin.

Pour rappel, la semaine de quatre jours et demi avait été remise en place en 2013 après l'élection de François Hollande. Depuis 2017, le choix de repasser à quatre jours est laissé aux municipalités. Château-Gontier-sur-Mayenne, comme Mayenne ville ou Laval, ont décidé de rester sur un rythme à quatre jours et demi.

« Un temps d'accueil périscolaire de qualité »

Philippe Henry, le maire, explique cette orientation : « Nous avons mis les moyens pour permettre aux enfants de bénéficier de Temps d'accueil



La majorité des professeurs des écoles de la ville veulent revenir à la semaine de quatre jours. Ce n'est pas du goût de Philippe Henry, le maire.

(PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE)

périscolaire de qualité. Ils sont bien en place. De plus, tous les chronobiologistes insistent sur le fait qu'il est plus bénéfique, pour les enfants, de travailler sur cinq matinées d'affilée sans coupure ».

À l'échelle du département, 70 % des écoles publiques ont fait le choix contraire. « Aucune de nos écoles n'a le même rythme, souligne Stève Gaudin. Nous voulons un cadre unique pour tous. Notons, de plus, que

les écoles privées de Château-Gontier sont à la semaine des quatre jours. »

Philippe Henry voit les choses autrement. « Ce qui doit toujours primer, c'est le bien-être des enfants. Dans le cadre de familles monoparentales, par exemple, comment vont s'organiser les parents si on leur demande de garder leurs enfants le mercredi ? » Il soulève également le fait que le passage à la

semaine de quatre jours et demi a permis à plusieurs agents de la commune (AESH notamment) de passer à temps plein.

Le syndicat Snudi-Fo entend faire entendre sa voix et aller « jusqu'au bout » de sa démarche. Un rassemblement, à l'appel du syndicat, est d'ailleurs prévu le 14 mai, à 18 h, devant la mairie de Château-Gontier.

Camille PINEAU.

12

Pays de la Loire / Mayenne

Ouest-France
Jeudi 7 septembre 2023

Cette rentrée, « l'école publique manque de tout »

Manque de moyens, dysfonctionnement dans la prise en charge d'élèves en situation de handicap : en Mayenne, ce syndicat d'enseignants ne dresse pas le même constat que le directeur académique.

Repères

« Ne pas détourner l'attention des vrais problèmes »

Au lendemain de l'ajustement de la carte scolaire, Snudi-FO 53, syndicat majoritaire des écoles publiques de la Mayenne, livre un bilan « plus contrasté » sur cette rentrée, « que celui du gouvernement ou du directeur académique de la Mayenne ».

Premier constat : « L'abaye ou l'uni-forme ne doivent pas détourner l'attention des vrais problèmes », lance d'emblée Stève Gaudin, co-président. Le nouveau bureau entend « évoquer la réalité du terrain ». « L'école publique manque de tout en cette rentrée. »

« Un autre projet d'école est nécessaire »

La CGT Éduc'Action 53 livre également son retour sur cette rentrée scolaire. Elle « tient à souligner que si les ouvertures de classe sont évidemment souhaitables, elles se font à moyens constants et au détriment du service de remplacement, grâce à des redéploiements des titulaires remplaçants ». Le syndicat « estime qu'un autre projet d'école est possible et nécessaire ». Il indique dans

Un manque de créations de postes

Elle manque de moyens. « Le nouveau "pacte" mis en place, qui permet à des enseignants de faire des missions supplémentaires, pour du soutien en 6^e ou des remplacements, dédouane le gouvernement du manque de créations de postes », estime Fabien Orain, membre du bureau, également secrétaire départemental à la Fédération nationale de la formation professionnelle For-ce ouvrière.

Depuis 2017, « 127 classes ont fermé »

« En Mayenne, depuis 2017, 127 classes ont fermé, pour 37 ouvertures ».

un communiqué qu'il « faut faire le choix courageux de profiter de la baisse démographique non pas pour baisser les moyens dans une logique purement comptable, mais pour baisser les effectifs en classe. Cela permettrait incontestablement de faciliter les apprentissages des élèves et les conditions de travail des personnels de l'éducation. »

», souligne Stève Gaudin qui invite aussi à regarder les suppressions dans d'autres catégories de personnels d'éducation, comme les titulaires remplaçants, les enseignants référents ou spécialisés. « La médecine scolaire est dans un état pas possible aussi. »

Des manques pour le suivi des élèves en situation de handicap

Le syndicat évoque également l'augmentation du nombre d'élèves en situation de handicap dans les classes. « On est à plus de 27 %, entre 2019 et 2023, en Mayenne », précise Stève Gaudin. Si le département va bénéficier de 44 postes en plus chez les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), il y a toujours autant d'élèves en attente. « Ils étaient 155 juste avant la rentrée 2022. »

Avec la mutualisation des notifications, il est plus difficile de quantifier leur nombre aujourd'hui. Concrètement, « un AESH peut avoir plusieurs enfants », regrette Hélène Colnot, enseignante à Ballots. « Ce n'est confortable pour personne. » Des élèves sont toujours en attente de leur signification. « On sait qu'il y aura un AESH. En attendant, on s'adap-



Le nouveau bureau du syndicat Snudi-FO, majoritaire dans les écoles publiques de la Mayenne. Emilie Angot, Hélène Colnot, Sébastien Touzé, Cécile Pichon, Frédéric Gayssot, Stève Gaudin et Fabien Orain.

(PHOTO : OUEST-FRANCE)

En dehors des écoles, il y a aussi les élèves en attente d'une entrée en institut médico-éducatif (Ime) ou en institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (Itiep). Ils étaient 103 en juillet. « En attendant, ils sont sco-

larisés en milieu ordinaire, par défaut ou, pire, non scolarisés », dénonce Stève Gaudin.

Des classes surchargées

Le syndicat reste particulièrement

vigilant face à la situation de plusieurs écoles, à Laval ou encore à Cossé-le-Vivien, avec des classes surchargées et « des conditions qui ne sont pas tenables ».

Alix DEMAISON-PLAÇAIS.

Bourse du Travail, 6 rue Soucnu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

La fin de l'école le mercredi matin fait débat

Château-Gontier-sur-Mayenne — La FCPE, Fédération qui représente des parents d'élèves, souhaite le maintien aux 4,5 jours de classe. Tandis que les professeurs des écoles vantent le retour à 4 jours.

Le débat

Le sujet n'a pas fini de faire parler. La FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) a réagi hier à la motion prise par une majorité d'enseignants, la semaine dernière. Ces derniers réclament le retour à la semaine de quatre jours à Château-Gontier-sur-Mayenne.

Dans un communiqué, la Fédération s'oppose fermement à ce retour en arrière. « La recherche a largement démontré que cinq matinées d'apprentissages fondamentaux sont préférables, notamment pour l'apprentissage de la lecture en CP », avance-t-elle.

« Avec la semaine de quatre jours, de nombreuses familles sont tout de même contraintes d'emmener leurs enfants en centre de loisirs le mercredi », argue par ailleurs la fédération.

Ses représentants de parents ont une pensée pour les mères de famille. « Nous ne sommes pas favorables à des mesures qui contraindraient les parents d'élèves, et spécifiquement les femmes, à recourir à plus de temps partiel contraint et à davantage de précarité. »

Un cadre identique partout en Mayenne ?

De leur côté, les enseignants, représentés par Stève Gaudin, du Snudi-FO, syndicat majoritaire des écoles publiques, ont mis en avant devant le maire, Philippe Henry, lors d'un entretien, l'argument que « 70 % des éco-



L'école du Bout-du-Monde, située au centre-ville, est une des quatre écoles de Château-Gontier-sur-Mayenne.

Photo : Ouest-France

les de Mayenne ont fait le choix du retour à la semaine des quatre jours ».

Ils souhaitent un cadre identique dans tout le département. « Ce n'est pas aux maires de décider de l'organisation scolaire », ajoutait Stève

Gaudin dans nos colonnes, vendredi 12 avril, au lendemain de son entretien avec le maire. Une manifestation d'enseignants est programmée le 14 mai, en soirée, devant l'hôtel de ville de Château-Gontier-sur-Mayenne pour réclamer gain de cause.

La semaine de 4,5 jours est en vigueur en France depuis 2014 avec une dérogation possible, depuis 2017. La FCPE, de son côté, s'interroge : « Est-il raisonnable que la dérogation devienne la règle ? »

Camille PINEAU.

Ouest-France

La Mayenne en bref 23-24 décembre - 25 décembre 2023

Snudi-FO 53 demande la semaine de 4 jours partout

« Près de 80 % des communes mayennaises disposant d'au moins une école publique fonctionnent sur un rythme de 4 jours », assure le Snudi-FO 53. Le syndicat majoritaire des écoles publiques de la Mayenne a écrit aux maires de Laval, Mayenne, Château-Gontier-sur-Mayenne et Saint-Berthevin pour leur demander un retour aux quatre jours hebdomadaire d'école partout.

« Au niveau national, 90 % des écoles connaissent cette organisation

en septembre 2023, et 93 % des communes. Ces chiffres témoignent d'un constat : l'immense majorité des enseignants, des parents et des municipalités plébiscite ce rythme de 4 jours, poursuit le syndicat. Rappelons qu'en 2013, dans les écoles du département, les personnels des écoles étaient massivement en grève pour exiger l'abrogation du décret Peillon sur les rythmes scolaires. »

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr



[Oxygene Radio septembre 2023](#)

[Oxygène Radio novembre 2023](#)

[Oxygène Radio janvier 2024](#)

[Ici Mayenne Septembre 2023](#)

[Ici Mayenne février 2024](#)

[Ici Mayenne Janvier 2024](#)

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

« Neutralité » à l'école : Des élèves de Mayenne arrosés de tracts de l'eurodéputée Valérie Hayer

PROPAGANDE • Des élèves de Mayenne se sont vu remettre des tracts de l'eurodéputée macroniste Valérie Hayer, lors d'une sortie scolaire. « L'école doit demeurer un lieu neutre », assure le directeur académique des services de l'Education nationale

Éducation

Vers des grèves longues dans les écoles à partir du mois de décembre ?

Le syndicat Snudi-FO 53 veut rentrer dans un rapport de force avec le gouvernement en manifestant dans la rue pour sauver une Éducation nationale dans un état « chaotique ».

Ces dernières années, les mouvements de grève ont fait la part belle à des mouvements concentrés sur une journée. Un mode opératoire que le Snudi-FO de la Mayenne veut changer dans une motion votée

par 87 professeurs des écoles du département vendredi 8 novembre. « Les journées de grève isolées ne permettent pas de nous faire entendre. Les ministres successifs ne répondent pas. Les collègues souffrent de cette indifférence à des revendications qui sont légitimes », explique le secrétaire départemental Stève Gaudin qui estime que l'état de l'Éducation nationale est aujourd'hui « chaotique ». Le Snudi-FO 53 compte bien s'atteler aux revendications syn-

dicales d'autres secteurs comme le transport ferroviaire pour faire progresser leurs demandes. Première étape le jeudi 21 novembre avec une « grève d'avertissement » avant de rentrer dans le dur avec une grève illimitée à partir du mardi 10 décembre. « Il faut rentrer dans un rapport de force qui permet de se faire entendre notamment par la grève. On espère que nos collègues suivent le mouvement de ces 87 professeurs », décrit Stève Gaudin qui se projette dans un bras de fer de longue haleine.



Stève Gaudin remet en cause les journées de grève isolées et veut faire pression sur le gouvernement.

Une goutte d'eau qui fait déborder le vase

La goutte d'eau qui fait déborder le vase est celui de la suppression des trois jours de carence des fonctionnaires. « Le statut des fonctionnaires est avant tout pour garantir l'égalité de traitement des usagers : école, système de soin, entretien des voiries... » Le Snudi-FO 53 s'insurge également contre le gel des salaires et les suppressions de postes dans l'Éducation nationale. À l'échelon local, « les relations avec la direction académique sont cordiales et bonnes : il y a une écoute mais là ça dépasse l'échelon départemental », souligne le secrétaire départemental.

« Comme si on nous crachait à la figure »

Vendredi 8 novembre, l'ex-président de la République, Nicolas Sarkozy a critiqué les fonctionnaires au cours d'une conférence dans le Var estimant que les professeurs travaillent « 24h par semaine [...] six mois de l'année, entre les vacances et les week-ends [...] Je sais que c'est difficile d'être enseignant. Nous n'avons pas les moyens d'avoir un million d'enseignants. »

Pour le secrétaire départemental Snudi-FO de la Mayenne, Stève Gaudin les propos de l'ancien président sont outrageants. « Plus que



la tristesse ou l'exaspération, la colère commence à prendre le dessus : c'est comme si on nous crachait à la figure. Les propos de Nicolas Sarkozy sont insupportables et indignes. »

Un appel à mobilisation syndicale lancé

Mardi 12 novembre, Force Ouvrière 53 Fonction publique se mobilise pour contrer les mesures du gouvernement sur l'allongement des jours de carence. « À 3 jours de carence, FO propose 3 jours de grève reconductible ! » précise le syndicat qui contacte les autres syndicats pour préparer le rapport de force. « Les prochains jours seront décisifs ! » Il souhaite une grève reconductible « dans l'unité la plus large. Ne sous-estimons pas notre capacité à nous faire entendre, bloquer le pays, la grève jusqu'à satisfaction ».



SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Nouveau gouvernement : pour un syndicat de la Mayenne, Emmanuel Macron "racle les fonds de poubelles"

La composition du nouveau gouvernement formé ce lundi soir par le Premier ministre François Bayrou s'attire les critiques de plusieurs syndicats de la Mayenne. Pour le SNUDI-FO, les futurs ministres auront pour seule feuille de route de démanteler un peu plus les services publics.



De [Martin Cotta](#)

Mardi 24 décembre 2024 à 13:31

Par [ici Mayenne](#)



Élisabeth Borne est la nouvelle ministre de l'Éducation nationale © Maxppp - TERESA SUAREZ



Télévisio

cations dans l'Aisne

Thématiques ▾

Services ▾

Radio musicale

Partir en week-end

Mayenne

En Mayenne, un syndicat de l'Education demande la fermeture des écoles sans climatisation "a minima l'après-midi"



En Mayenne, le syndicat FO demande la fermeture l'après-midi des écoles sans climatisation © Maxppp

[Germain Treille](#)

Publié le samedi 28 juin 2025 à 22:34



SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Mayenne, le syndicat FO de l'Education a écrit à la préfecture de prendre les mesures nécessaires pour protéger les enfants et le personnel, demandant la fermeture des écoles sans climatisation, au moins l'après-midi.

Les températures vont grimper au-delà des 35° en Mayenne dans les prochains jours, battant peut-être des records localement. Le département, comme beaucoup d'autres partout en France, est placé à partir de ce dimanche midi en vigilance orange canicule. C'est en une semaine la deuxième vague de grosse chaleur qui s'abat sur le pays.

Dans ce contexte, le syndicat Force Ouvrière de l'Éducation demande à la préfecture de prendre **des mesures en urgence pour protéger les enfants et le personnel** lors de la dernière semaine de l'année scolaire avant les grandes vacances.

FO a envoyé un courrier aux autorités pour demander, *"a minima l'après-midi"*, la fermeture des écoles qui ne disposent pas d'un système de climatisation : *"Les personnels nous font état de températures atteignant et même dépassant les 30° dans les locaux. Dans les établissements scolaires et administratifs, lorsqu'il y a eu mise à disposition de ventilateur, ce qui n'est pas le cas partout, cela n'a eu aucun effet sur la température insupportable des locaux"* peut-on lire dans cette lettre.

[Accueil](#) [Menu](#) [Grands formats](#) [Enquêtes](#) [Vrai ou faux](#) [Vagues de chaleur et canicules](#) [Intoxications à l'E.coli dans l'Alsne](#) [Guerre au Proche-Orient](#)

3 pays de la Loire [changer de région](#) [accueil](#) [replay](#) [menu](#)

[Accueil](#) / [Pays de la Loire](#) / [Sarthe](#) / [Le Mans](#)

Canicule. "Le bâti scolaire n'est pas adapté", des écoles maternelles seront fermées l'après-midi



Les rideaux ont été tirés et un ventilateur fonctionne en continu dans cette salle de classe • © MIKAEL ANISSET / MAXPPP

Écrit par [Fabienne Even](#)

Publié le 29/06/2025 à 17h25



[copier le lien](#)

Face à la vague de chaleur qui s'installe pour plusieurs jours en France, certains maires ont d'ores et déjà décidé la fermeture d'écoles, comme à Ecommoy dans la Sarthe. Le syndicat FO de l'Education de Mayenne demande la fermeture des classes l'après-midi. Le ministère de l'Education nationale rappelle les consignes.



SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne
Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval
Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

À lire aussi :

[Les Pays de la Loire en alerte orange canicule à partir de ce dimanche 29 juin](#)

En Mayenne, le syndicat FO de l'Education FO a envoyé un courrier aux autorités pour demander, "*a minima l'après-midi*", la fermeture des écoles qui ne disposent pas d'un système de climatisation, rapporte nos confrères d'[ici Mayenne](#). "*Vendredi 20 juin, quelques élèves du collège Volney à Craon avaient fait des malaises à cause des fortes chaleurs.*"

Château-Gontier. Polémique après la distribution d'objets politiques à des élèves de CM2 lors d'une sortie scolaire

Actualités. Vendredi 23 mai, lors d'une sortie scolaire, des CM2 d'écoles de Château-Gontier (Mayenne) ont reçu des sacs contenant des objets à l'effigie d'un groupe politique européen.

Publié le 26/05/2025 à 16h08, mis à jour le 27/05/2025 à 11h23 - Par Clémentine Marié

À l'issue de la journée du 23 mai, censée promouvoir les valeurs civiques et l'engagement citoyen, chaque élève de CM2 d'écoles publiques de **Château-Gontier-sur-Mayenne** s'est vu remettre un sac en cadeau. Mais le contenu de ces sacs a rapidement soulevé l'indignation de plusieurs enseignants et parents d'élèves : loin de documents à vocation pédagogique, ils contenaient des "goodies" estampillés "Renew Europe", un groupe politique européen auquel sont affiliés plusieurs partis français - notamment Renaissance, Horizons, le Mouvement démocrate, l'UDI.

SNUDI-FO 53 dénonce une atteinte à la neutralité de l'école publique

Le syndicat **SNUDI-FO 53** a vivement réagi en dénonçant ce qu'il considère "*comme une atteinte grave au principe de neutralité de l'école publique*". Dans un communiqué transmis aux autorités académiques, il questionne : "*Comment peut-on ainsi ignorer la neutralité de l'école publique et la loi qui s'impose à tous ?*" Le syndicat s'interroge également sur l'éventuelle implication du **maire** dans cette initiative, rappelant qu'en tant qu'élu, mais aussi président de la communauté de communes et vice-président du conseil régional des Pays de la Loire, il se doit "*de respecter scrupuleusement les règles de **laïcité** et de neutralité politique dans l'espace scolaire*". "*Nous ne pouvons croire qu'il puisse en être à l'initiative. En tout état de cause, ni les élus locaux ni les 'clubs' philanthropiques ne peuvent être au-dessus des lois*", insiste le syndicat dans sa lettre ouverte.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

En réponse à ces accusations, Philippe Henry soutien ne pas être à l'origine de cette distribution de goodies. *"J'ai été injustement cité et nommé. Je ne suis pas l'organisateur de cette journée et donc injustement mis en cause par le syndicat qui tente de me faire porter la responsabilité de cette distribution. Il y a eu une maladresse, mais il s'agit d'articles neutres (crayons, goodies, sac) et non pas d'un programme politique"*, répond le maire de Château-Gontier-sur-Mayenne et président du Pays de Château-Gontier.

Château-Gontier. Rythmes scolaires : appel à rassemblement pour le retour à la semaine de 4 jours

Actualités. À l'appel du syndicat enseignant Snudi-FO 53 et du Comité pour la semaine de 4 jours, un rassemblement est prévu jeudi 22 mai à 18h devant la mairie de Château-Gontier. Objectif : réclamer un retour à la semaine de 4 jours dans les écoles publiques, afin d'aligner les rythmes scolaires avec ceux de l'enseignement privé et de la majorité des communes du département.

Publié le 20/05/2025 à 16h30, mis à jour le 20/05/2025 à 17h46 - Par Clémentine Marié



Le syndicat Snudi-FO 53 et le Comité pour la semaine de 4 jours appellent à un rassemblement jeudi 22 mai à 18h devant la mairie. - HA

La Mayenne en bref

Deux ouvertures de classe à Gennes-Longuefuye et Beaulieu-sur-Oudon

Lors du comité social d'administration sur la carte scolaire la direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Mayenne a ouvert la porte à deux ouvertures de classe dans le département, mardi.

« On a eu une instance très sereine », raconte Brigitte Lacoste, directrice académique. Et cela malgré le départ du syndicat Force ouvrière de la table de négociations, dénonçant

un « gouvernement illégitime ».

Le comité a donc décidé l'ouverture de deux postes et des classes qui vont avec pour toute l'année, à Beaulieu-sur-Oudon et Gennes-Longuefuye. « Ce sont des moyens provisoires qui seront actés en conseil départemental de l'Éducation nationale la semaine prochaine », explique Brigitte Lacoste.

En février dernier l'Académie avait

décidé de fermer une classe à Beaulieu-sur-Oudon, « mais on ne le fait pas par plaisir », précise Brigitte Lacoste.

Un autre poste à mi-temps est aussi rajouté « en appui » à l'école maternelle Badinter de Laval.

SNUDI-FO reproche cependant le fait que ces nouveaux moyens sont pris dans les effectifs des remplaçants plutôt que de réelles créations.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Classes fermées : un « passage en force » ?

Un syndicat dénonce les méthodes de l'Éducation nationale pour « passer en force » des fusions ou fermetures d'écoles.

Une méthode « **au caractère complètement déloyal** » : dans un courrier envoyé aux élus municipaux et parents d'élèves daté du 17 décembre, Stève Gaudin, secrétaire départemental du syndicat Snudi FO, s'insurge contre les services de l'Éducation nationale en Mayenne.

Ils emploieraient « **des méthodes plus que discutables pour vraisemblablement tenter de passer en force sur des fusions d'écoles, des fermetures d'écoles et de classes. Sur certains secteurs du département, on laisse entendre par exemple que des réorganisations seraient "inévitables" au regard de la baisse démographique** », affirme l'élus syndical, qui rappelle « **qu'il est illégal de laisser croire à des décisions déjà prises** ».

« Pas de décision, mais de la sensibilisation »

La directrice académique Brigitte Lacoste reconnaît avoir utilisé le terme « **inévitables, car c'est un fait, la**

démographie baisse : c'est moins 1 200 élèves en trois ans pour le premier degré ». Mais elle réfute le terme « **passage en force** ». « **J'ai rencontré les élus. Je leur ai demandé de prendre conscience de certaines évolutions, de réfléchir à des RPI (regroupements pédagogiques intercommunaux), car c'est mon travail d'anticiper.** »

Brigitte Lacoste assure « **qu'il n'y a pas de prise de décision à ce stade, mais de la sensibilisation, car ils m'en voudraient de faire une annonce brutale. Avec notre démographie, on ne pourra pas maintenir le même nombre d'enseignants. Je sais que les syndicats aimeraient améliorer la prise en charge des élèves en maintenant ce nombre, mais ce sont des choix politiques qui ne sont pas de ma compétence. Moi j'essaye juste, avec les moyens que nous donne le ministère, de les répartir de la façon la plus juste possible.** »

Florence STOLLESTEINER.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Ils s'opposent à la suppression d'un poste d'infirmière

« Face à la situation alarmante de la santé mentale des jeunes, la rectrice n'a rien trouvé de mieux que de supprimer un poste d'infirmière scolaire en Mayenne pour la rentrée prochaine », s'inquiètent les syndicats enseignants FNEC-FP FO 53 et CGT Educ'action 53. « La rectrice plaide pour un rééquilibrage au nom d'une baisse des effectifs en Mayenne », poursuit l'intersyndicale dans son communiqué. Les syndicats

s'inquiètent du « gel » du poste d'infirmière scolaire au lycée Réaumur de Laval à la rentrée de septembre. L'actuelle titulaire part à la retraite. L'intersyndicale enseignante demande « l'abandon du projet de suppression ». Et demande au contraire, une augmentation du nombre de postes dans les secteurs sociaux et médicaux. « Jusqu'où ira cette dégradation du service public ? » s'inquiètent et s'interrogent les syndicats.

Snudi-FO : « L'école n'est pas accessible à tous »

Le syndicat majoritaire des écoles publiques de la Mayenne pointe une école qui n'est pas accessible à tous, manquant de place pour les élèves en situation de handicap, mais aussi d'enseignants.

Ce mercredi, le syndicat majoritaire des écoles publiques du département, Snudi-FO 53, a fait le point sur cette rentrée scolaire. Au-delà de la situation nationale, avec l'absence de gouvernement, qui a poussé l'organisation à quitter le comité social d'administration de la carte scolaire, d'autres points noirs sont mis en avant.

Avec en premier lieu, le manque d'effectif. « Depuis 2017, on a presque 100 suppressions de postes. Ce qui se traduit par des fermetures de classes ou de dispositifs, et d'écoles. Tout ça est lié à une rigueur budgétaire », explique Stève Gaudin, secrétaire départemental. Ces suppressions de postes se traduisent selon lui par un manque de remplaçants. « On a 1 500 jours de travail non remplacé sur tout le département en 2023-2024. Il faudrait 10 % d'enseignants remplaçants pour avoir un effectif normal. Et il y a seulement 80 remplaçants pour 1 200 professeurs des écoles », souligne Stève Gaudin. Snudi-FO résume en indiquant qu'il manque « 50 postes pour que l'école fonctionne correctement ».

« 400 élèves en attente d'une place »

Ces absences d'enseignants spécialisés ont des répercussions. « En Mayenne, on a plus de 400 élèves qui sont en attente d'une place. Ils sont soit en milieu ordinaire sans moyens adaptés à leur besoin de soins, soit déscolarisés. C'est hon-



Snudi-FO, syndicat majoritaire des écoles publiques de la Mayenne, fait sa rentrée avec bon nombre de revendications.

(PHOTO : OUEST-FRANCE)

teux. L'école n'est pas accessible à tous. La situation s'est aggravée depuis l'année dernière », pointe Stève Gaudin.

Le syndicat reproche également la situation précaire des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH). FO note que le nombre d'enfants non accompagnés alors qu'ils en ont le droit est difficile à définir à cause « d'un tour de passe-passe. L'administration considère que si on accompagne 2, 3, 6 heures un

enfant alors qu'on prévoit qu'il ait 24 heures d'accompagnement, il a un AESH ».

FO demande le recrutement de 70 AESH, la création d'un vrai statut avec un « vrai salaire ».

Une revalorisation salariale que le syndicat espère également pour les enseignants puisqu'avec « l'inflation galopante et les gels successifs du point d'indice, on a une perte de 29 % de pouvoir d'achat depuis les années 2000 », souffle Stève Gaudin.

Autre revendication, la généralisation à tout le département de la semaine de quatre jours dans les écoles, alors qu'elle est encore à 4,5 jours à Château-Gontier, Laval et Mayenne. « On est prêt à repartir à la bagarre », lance Stève Gaudin sans donner plus de détails. « L'éducation est nationale, on doit assurer les mêmes conditions partout », ajoute Jennifer Guihal, membre du bureau.

Brice ROCHER.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

550 à 600 manifestants pour le 1^{er}-Mai

Jeudi 1^{er} mai, jour de la fête du Travail, un cortège de manifestants a défilé à Laval entre la mairie et la préfecture.



La manifestation du 1^{er}-Mai à Laval a été suivie avec 550 à 600 personnes qui ont défilé à l'appel de plusieurs syndicats. (Photo : Ouest-France)

La mobilisation

Mieux qu'en 2024 avec ses 440 manifestants. Et nettement moins bien que 2023 et son 1^{er}-Mai record à près de 6 000 personnes réunies dans les rues de Laval contre la réforme des retraites. Ce jeudi 1^{er} mai, avec 550 manifestants selon la police et 600 selon les organisations syndicales, est donc conforme aux attentes. « C'est pas mal avec le pont et le beau temps. Ce n'était pas gagné », confie un manifestant. C'est également l'avis de Mélanie Allain, responsable de la CFDT 53, venue marcher « pour plus de justice sociale ». Elle poursuit : « En Mayenne, nous voyons un chômage des jeunes qui augmente. Et parallèlement, nous avons dans la région Christelle Morançais (la présidente des Pays-de-la-Loire N.D.L.R.) qui coupe les subventions aux missions locales. Que vont faire les jeunes ? Ils vont errer dans la rue. »

« La retraite avant l'arthrite »

Tous ceux qui marchent en cette journée de fête du Travail, parfois du muguet dans les mains, reprennent les slogans qui demandent « la retraite à 60 », notamment, « la retraite avant l'arthrite ». Ils militent aussi pour la défense des services publics

au son de « y en a ras le bol de ces guignols qui ferment nos usines, nos hôpitaux et nos écoles ».

Des touristes de Hong Kong prennent des photos

Cécile Pichon, déléguée du personnel chez Snudi-FO53 explique : « Nous refusons toute économie de guerre. L'époque est noire sur le plan social et ce sont les services publics qui sont visés par les coupes. On fait des économies sur des besoins vitaux. En Mayenne, l'accès aux soins n'est pas garanti. Et chaque année, dans les villages, des classes sont fermées. »

Après être parti de l'hôtel de ville, le cortège s'étire le long de la Mayenne puis traverse le Vieux-Pont, le Vieux-Château en arrière-plan. La carte postale est belle et séduit des touristes venus de Hong Kong qui, sur leur trajet entre la Bretagne et Amboise (Indre-et-Loire), se sont arrêtés visiter la ville. Ils prennent des photos de la manifestation. « Chez nous, nous n'avons pas des manifestations de ce genre, sourit l'un d'eux. Notre économie va bien. » D'importantes manifestations pro démocratie avaient eu lieu dans le pays en 2019 et s'étaient terminées avec l'arrestation des principaux leaders.

N. G.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Des manifestations en Mayenne pour la semaine de 4 jours dans les écoles

Le syndicat Snudi-FO 53 appelle à la mobilisation et aux rassemblements devant les mairies de Laval, Château-Gontier et Mayenne le jeudi 22 mai 2025. Le mot d'ordre : la défense de la semaine de quatre jours dans les écoles.

Ouest-France
Publié le 07/05/2025 à 06h30

Lire le journal

LIRE PLUS TARD

PARTAGER

Newsletter La Matinale

Chaque matin, l'actualité du jour sélectionnée par Ouest-France

gaudin.steve OK



Le syndicat Snudi-FO appelle à une mobilisation pour la semaine de 4 jours en réponse à la « convention citoyenne » sur les rythmes scolaires annoncée par le président de la République. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

En réaction à l'annonce par Emmanuel Macron du lancement d'une **« convention citoyenne »** sur les rythmes scolaires, le syndicat **Snudi-FO53** appelle à la mobilisation en faveur de la semaine de quatre jours en Mayenne.

Dans un communiqué envoyé ce mardi 6 mai 2025, l'organisation énumère : **« Classes chargées, fermeture de classes, manque de remplaçants, manque de structures et d'enseignants spécialisés, inclusions par défaut d'enfants à qui l'accès aux établissements médico-sociaux est refusé faute de places, manque d'AESH (N.D.L.R. : Accompagnant des élèves en situation de handicap), réunionite qui alourdit la charge de travail, pas de médecine du travail, incivilités, agressions... »**

« Délabrement des conditions de travail »

Et d'ajouter : **« Cette situation de délabrement des conditions de travail des personnels et des élèves s'aggrave avec le budget d'austérité 2025. »** Le syndicat appelle ainsi à une mobilisation devant les mairies de Laval, Château-Gontier et Mayenne le jeudi 22 mai 2025, à 18 h.

Propagande politique distribuée à des élèves mayennais : le directeur académique réagit

Des sacs contenant des documents de propagande politique de la députée européenne Valérie Hayer avaient été distribués à des élèves de Château-Gontier-sur-Mayenne lors d'une sortie scolaire, vendredi 23 mai 2025. Le Snudi-FO 53 a interpellé le directeur académique sur cet incident. Ce dernier assure avoir pris des mesures.

Ils n'oublient pas ces Français retenus en Iran

Trois ans après l'arrestation de Cécile Kohler et son compagnon, Jacques Paris en Iran, une quarantaine de personnes se sont réunies devant la mairie pour soutenir ces otages français.

La mobilisation

C'est un triste anniversaire. Cela fait trois ans jour pour jour que Cécile Kohler et Jacques Paris sont emprisonnés dans les geôles iraniennes. Sur les marches de l'hôtel de ville, hier, une quarantaine de personnes tiennent des portraits des deux otages. Ils ont répondu à l'appel du comité national « Liberté pour Cécile », comme une quarantaine d'autres villes en France.

Accusés d'espionnage

À Laval, c'est le syndicat Force ouvrière, en lien avec l'association Liberté pour Cécile qui relaie et organise. « Mais sans les couleurs de nos organisations. Nous ne sommes pas là pour ça, mais bien pour soutenir les deux enseignants », explique Sébastien Lardeux. Ils ont été arrêtés le 7 mai 2022, alors qu'ils étaient en vacances. Accusés d'espionnage par le régime de Téhéran, ils croupissent dans l'une des pires prisons d'Iran.

« Les conditions de détention de Cécile et Jacques demeurent extrêmement alarmantes : enfermés dans une cellule exiguë, éclairée en continu, sans lit ni mobilier, ils dorment sur des couvertures. Leur accès à la lumière du jour est strictement limité à deux ou trois sorties



À Laval, près de quarante personnes ont demandé la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris, otages en Iran depuis trois ans.

PHOTO : OUEST-FRANCE

hebdomadaires de trente minutes dans une cour étroite », s'alarment les manifestants, qui auraient aimé être rejoints par les élus, invités au rassemblement. « Même s'il n'a pas pu venir, seul Guillaume Garot a répondu à notre mail d'invitation. C'est un peu décevant », se désole Sébastien Lardeux.

B. B.

A votre service



Assainissement



Rats/Souris - Frelons/Guêpes - Punaises de lit - Cafards/Blattes - Chenilles
Débouchage - Caméra et détection de canalisations - Recherche de fuites - Vidange
toutes fosses et bac à graisse - Neutralisation cuve à foul - Curage d'égouts - Net-
toyage de puits et forages. Depuis + de 25 ans ! Intervention en Maine-et-Loire,
Sarthe, Mayenne et Orne.
contact@levrard-groupe.fr

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Le corps enseignant prêt à faire grève

Selon le syndicat Snudi FO, plusieurs dizaines de membres du corps enseignant du primaire se disent prêts à faire grève.



Jours de carences ; salaires ; effectifs... En Mayenne, plusieurs dizaines de membres du corps enseignant du primaire se disent prêts à faire grève sur plusieurs jours (Illustration).

[PHOTO : ARCHIVES OUEST FRANCE]

La mobilisation

« Nous sommes 87 professeurs des écoles, accompagnants d'élèves en situation de handicap et psychologues de l'Éducation nationale de la Mayenne et nous estimons que la situation est grave », indique les signataires de la motion du syndicat Snudi FO 53. Ces membres du corps enseignant évoquent entre autres, des « salaires bloqués depuis des années et des conditions de travail difficiles, avec chaque année, son lot de suppressions de classes et d'absences non remplacées ».

Une centaine de classes en Mayenne sur la sellette

Ils disent refuser les « 4 000 suppressions de postes d'enseignants en 2025. Ce qui pourrait amener méca-

niquement à la fermeture d'une centaine de classes dans le département de la Mayenne ». Ils refusent aussi les trois jours de carence en cas de maladie pour les fonctionnaires voulus par le Gouvernement.

Ainsi que la baisse de l'indemnisation de leurs congés maladie. Parmi leurs revendications : l'augmentation des salaires ; la prise en charge à 100 % des congés maladie sans aucun jour de carence. Ainsi que l'abandon du projet des 4 000 suppressions de postes pour la rentrée 2025.

Selon le Snudi FO 53, les signataires de la motion se disent « prêts à la grève sur plusieurs jours pour obtenir gain de cause sur leurs revendications ».

M. P.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

« Entre 4 jours et 4,5 jours, j'ai vu la différence »

Alors que des rassemblements se préparent, le Snudi-FO 53 a dévoilé les résultats de l'enquête départementale du comité pour le retour à quatre jours. L'occasion pour des mamans de témoigner.

Le débat

Ils poursuivent leur mobilisation pour un retour à la semaine de quatre jours dans les écoles de la Mayenne. Le 22 mai, cela se concrétisera par des rassemblements devant les mairies de Laval, Château-Gontier et Mayenne.

Mardi 13 mai, le Snudi-FO a dévoilé les résultats d'une enquête menée par le comité départemental pour le retour à quatre jours dans les écoles de la Mayenne dans laquelle il est notamment dit : « L'école maternelle semble particulièrement inadaptée à ce rythme de quatre jours et demi. Des collègues relèvent de l'absentéisme élevé, l'épuisement plus important le jeudi. » Une enseignante confie appeler cette journée « le jeudi de l'horreur ». Et d'ajouter : « Et le vendredi, ils n'ont plus d'énergie. » La conséquence selon eux de la semaine de 4,5 jours et de ces heures de classe le mercredi matin.

« Ces décisions ne doivent pas dépendre des élus »

Amélie Gilles, parent d'élèves installée à Laval, note : « Où on habitait avant, ils étaient à 4 jours. En arrivant à Laval, on a vu la différence avec plus de fatigue. Les mardis soir étaient plus détendus avant. Maintenant, il y a les devoirs à faire et le mercredi matin, il faut se lever à 7 heures et se dépêcher. »

Selon le syndicat Snudi-FO en Mayenne, 70 % des écoles publiques



Des rassemblements auront lieu contre la semaine de 4,5 jours le 22 mai. (photo d'illustration)

(PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE)

sont à quatre jours et 78 % des écoles privées. « À Château-Gontier, des parents choisissent de mettre leurs enfants dans le privé pour avoir des semaines de 4 jours alors que les écoles publiques de la ville sont à 4,5 », avance Stève Gaudin, secrétaire du Snudi-FO. Il continue : « Pour les personnels, cette demi-journée c'est comme une cinquième journée. »

Jennifer Guihal, une autre maman, considère que « tous les élèves ne sont pas traités de la même manière alors qu'ils vont à l'école de la République ». Stève Gaudin reprend : « On ne souhaite pas que ces décisions dépendent des élus. » Raison pour laquelle le syndicat demande l'abrogation des décrets permettant de déroger à la règle nationale.

Dans un communiqué, la fédération de parents d'élèves, la FCPE de

la Mayenne, s'est dite « toujours favorable à une semaine de 4,5 jours à l'école » qui « favorise l'apprentissage et l'ouverture culturelle des élèves, et notamment des plus défavorisés ». La FCPE dit aussi : « Cette mesure a permis à de nombreuses femmes, notamment dans les milieux populaires, de retrouver du travail à temps plein en libérant leur mercredi. »

N. G.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Mobilisés pour des places en instituts spécialisés

À l'appel du syndicat FNEC-FP FO Enseignement 53 et FO Santé, 50 personnes se sont rassemblées devant la Bourse du travail pour dénoncer le manque de places dans les établissements spécialisés.

La mobilisation

Soixante-dix personnes se sont réunies devant la Bourse du travail, à Laval, hier. Le syndicat FNEC-FP FO Enseignement 53 et FO Santé, qui rassemble sous la bannière de Force ouvrière les directeurs, instituteurs, professeurs des écoles, psychologues et les AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap), a choisi la Journée internationale des droits de l'enfant pour dénoncer, entre autres, le manque de places dans les établissements spécialisés, type IME (Institut médico-éducatif) ou Itep (Institut thérapeutique éducatif et pédagogique).

170 places demandées en établissements

Le syndicat réclame la création de 170 places en IME et en Itep, le recrutement de 100 AESH supplémentaires ainsi qu'un vrai statut et un vrai salaire pour ces professionnels. « La pédagogie ne peut pas se substi-



Hier, les manifestants se sont rassemblés devant la Bourse du travail, à Laval.

PHOTO : OUEST-FRANCE

tuer aux soins. Deux cents enfants sont en attente de place en établissement spécialisé, signale Stève Gaudin, secrétaire départemental Snudi FO 53. **On assiste à un glissement des publics.** » Le responsable syndical se défend d'être contre l'inclusion scolaire. « Évidemment qu'on est pour l'inclusion. Mais elle

doit être faite dans le respect des besoins spécifiques des enfants. »

Les militants se sont retrouvés ensuite sur la place des Droits-de-l'Homme pour la rebaptiser, symboliquement, en place des Droits-de-l'Enfant. Dans la foulée de ce rassemblement, une délégation a été reçue à la préfecture par Marie-Aimée Gaspa-

ri, préfète de la Mayenne. « Elle a été très à l'écoute et a pris comme engagement de faire remonter toutes ces revendications auprès de l'Éducation nationale, de l'ARS et des différents ministères concernés », conclut Stève Gaudin.

Benoit BACLET.

Un rassemblement pour soutenir une enseignante



Une quarantaine de personnes ont pris part au rassemblement.

PHOTO : FNEC-FP FO 53

Hier, une quarantaine de personnes s'est rassemblée devant la mairie, à l'appel des syndicats FNEC-FP FO 53, FSU 53 et SUD éducation 53. Les manifestants étaient présents pour soutenir l'enseignante de Sens (Yonne), qui avait été suspendue après avoir observé une minute de silence en hommage aux victimes de Gaza, le 26 mars. « **C'est aberrant cette situation,** déplore Stève Gaudin, secrétaire départemental FO. Cette minute de silence était à la demande

d'élèves. Avant de la mettre en place, elle a proposé à ceux qui voulaient sortir de la classe de le faire. » La version du rectorat diffère et indique que cette minute de silence était à l'initiative de l'enseignante. La professeure de physique chimie a été réintégrée, mais a écopé d'un blâme, pour manquement au devoir de neutralité qui s'applique à tous les enseignants. « **Nous exigeons que cette sanction soit purement et simplement retirée,** » conclut Stève Gaudin.

SNU

enne

Ils réclament la semaine de 4 jours à l'école

Trois rassemblements ont eu lieu hier devant les mairies de Laval, Mayenne et Château-Gontier-sur-Mayenne pour défendre la semaine de quatre jours dans le département.

La mobilisation

« Nous ne voulons plus des 5 jours d'école, 4 jours pour tous. » C'était le mot d'ordre des rassemblements lancés par le syndicat d'enseignants Snudi-FO 53 en Mayenne, devant les mairies des trois principales villes du département où la semaine de 4,5 jours est de rigueur.

Une quarantaine de personnes a suivi le mouvement à Laval à 18 h, hier. Ils étaient une dizaine de manifestants à Mayenne, une quinzaine à Château-Gontier-sur-Mayenne. Ce mouvement national s'inscrit en réaction à l'annonce par Emmanuel Macron du lancement d'une « convention citoyenne » sur les rythmes scolaires.

Les enfants de maternelle plus fatigués

Le syndicat, qui relayait le message du comité départemental mobilisé en faveur d'un retour à la semaine de 4 jours, estime qu'un tel rythme scolaire « dégrade les conditions de travail et crée une inéquité de traitement entre les personnels ».

Snudi-FO estime que « plus de 90 % des communes au niveau national sont revenues à un rythme de 4 jours et dérogent à la règle. Quand une loi est si peu appliquée, il est temps de s'interroger sur sa pertinence ».

« Beaucoup d'enseignants nous font remonter une plus grande fatigabilité des élèves, en grande partie en maternelle, et c'est flagrant le jeudi, constate Stève Gaudin, à la tête du syndicat mayennais. La semaine de 4 jours et demi a surtout une incidence sur les conditions de travail des personnels de l'Éducation nationale dans les écoles. Ce sont plus de frais, de temps de travail bénévole car on travaille sur 5 jours. On a des collègues qui sont en arrêt maladie à cause de ce rythme ».



Une quarantaine de manifestants étaient présents à Laval contre la semaine de 4,5 jours en vigueur dans les trois principales villes de la Mayenne.

(Photo : Ouest-France)

laire. »

Demander ce qu'en pensent les parents d'élèves

La semaine de 4,5 jours s'ajoute à des conditions déjà dégradées selon Frédéric Gayssot, secrétaire adjoint départemental Snudi-FO et directeur de l'école élémentaire Manuela-Montebun à Saint-Denis-d'Anjou, présent à Château-Gontier : « On a des enfants en attente de places dans des établissements spécialisés. Ils sont actuellement scolarisés en milieu ordinaire, sont en souffrance et, pour beaucoup, causent des difficultés aux enseignants ».

Pour Antoine Blanchet, professeur des écoles, qui a manifesté à Mayenne, le retour à 4 jours est « dans l'intérêt des personnels et des enfants car si on veut que l'école publique prenne soin des élèves qui lui sont confiés, il faut aussi prendre soin des personnels qui en ont la charge ».

À Laval, une délégation a été reçue en mairie par le premier adjoint au maire Bruno Bertier et l'adjointe à l'éducation, Marie-Laure Le Mée-Clavreul. Un référendum auprès des parents d'élèves lavallois a été demandé en vain.

À Château-Gontier aussi, une délégation devait être reçue par la maire

délégue d'Azé, Nolwen Guérin et son adjointe à la jeunesse Bénédicte Ferry. Là encore, un sondage des familles concernées a été demandé.

Mathieu CHARRIER.

Flashez ce QR code avec votre smartphone pour voir la vidéo.



SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

La nomination de la ministre de l'Éducation mal reçue par ce syndicat

Le Snudi-FO ne se réjouit pas de la nomination d'Anne Genetet au poste de ministre de l'Éducation nationale. Selon le syndicat d'enseignants majoritaire en Mayenne, l'ancienne députée macroniste « n'a aucune compétence ni aucune expertise en matière d'enseignement ».

Avant de rappeler qu'en tant que parlementaire, « elle n'a participé à aucune commission liée à l'Éduca-

tion nationale. Cela confirme qu'elle n'aura qu'un rôle de représentation et que les mêmes décisions continueront d'être appliquées par la haute administration de l'Éducation nationale, dans la droite ligne de celles arrêtées ces dernières années ».

Le syndicat mayennais pointe la déclaration de la membre du gouvernement de Michel Barnier lors de la passation de pouvoir : « Le navire ne

changera pas de cap ». Tout est dit, la nouvelle ministre sait ce qu'elle a à faire : poursuivre la feuille de route de ses prédécesseurs, maintenir le cap de la casse de l'école publique, continuer à démanteler ».

Le Snudi-FO 53 estime « ne rien avoir à attendre de ces nouveaux ministres et réaffirme l'intégralité de ses revendications ».

Sud-Mayenne

Un sac offert à des écoliers fait polémique

Château-Gontier-sur-Mayenne — Vendredi, des élèves de CM2 ont reçu des sacs contenant de la propagande politique de la députée du groupe Renew Europe Valérie Hayer. Cela fait réagir.

La polémique

A-t-on le droit de distribuer des documents à l'effigie d'un groupe politique à des élèves d'une école publique ? Vendredi, plusieurs classes de CM2 ont participé à une sortie scolaire, intitulée « journée citoyenne », organisée par le Lions Club.

Toujours selon ce même syndicat, à l'issue de la journée, des sacs ont été distribués à chacun des élèves. « Chacun aurait pu penser qu'il s'agissait d'objets pédagogiques, en lien avec cette journée. Eh bien non ! », indique le syndicat dans un communiqué.

Ce sac contenait des goodies et autres objets de propagande politique à l'effigie de Renew Europe. Mais qu'est-ce que c'est ? Selon leur propre site internet, il s'agit d'un groupe politique du Parlement européen constitué en juin 2019, et destiné à étendre le groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe aux partis qui ne souhaitent pas la mention du libéralisme dans leur nom.

À l'intérieur, on y trouve aussi des documents de la Mayennaise Valérie Hayer, députée européenne et présidente de Renew Europe.

« Je n'étais pas au courant »

Alors la question est de savoir si Philippe Henry, maire de Château-Gontier-sur-Mayenne, était informé de la distribution de propagande de son groupe et parti politique à des élèves des écoles publiques de la ville ?

Contacté par *Ouest-France*, le maire répond : « Je ne suis pas du tout au courant ! L'organisateur c'est le Lions club, il faut voir avec eux. Mais il doit y avoir un principe de neutralité. L'école doit être préservée de tout cela. Je ne comprends pas, car



Vendredi, des sacs contenant de goodies à l'effigie du parti Renew Europe ont été offerts à des élèves de CM2, à l'initiative de la députée européenne du même groupe, Valérie Hayer.

(Photo : SNUDI-FO)

même ceux qui ont effectué la distribution auraient dû être interpellés. »

Le Lions club n'a pas distribué ces documents

Du côté du Lions club, Pierre Sourty, président du Lions club de Château-Gontier se dit étonné de cette distribution. « Dans cette journée, nous avons différents ateliers allant de la déchetterie au service des eaux. Nous avons la mairie et des élus comme le sénateur Guillaume Chevrollier ou encore Geraldine Barnier, députée, et la députée européenne, Valérie Hayer. Toutes les clas-

ses tournaient sur ces stands. Mais ce n'est pas le Lions Club qui a distribué ces sacs. »

Alors pour avoir la réponse, il faut taper à la porte du cabinet de Valérie Hayer. Et effectivement, c'est ici que 31 sacs contenant des goodies ont été remis à deux classes et à leurs enseignants qui sont passés sur le stand de l'élue mayennaise.

« La distribution au niveau du Parlement européen est très réglementée et se fait avec autorisation. Lors de cette journée citoyenne, le but n'était pas de faire de la propagande, mais de la pédagogie. Nous vou-

lions aussi présenter la mission européenne de Valérie Hayer », indique Quentin Larvierre, assistant parlementaire. « Le choix a été fait, avec l'accord de l'enseignant, de distribuer aux élèves de CM2. En aucun cas, il y a eu une collusion avec Philippe Henry. C'est une initiative personnelle qui s'est déjà réalisée dans d'autres écoles. Cela n'a jamais posé de problème », précise Quentin Larvierre.

Le SNUDI-FO 53 a saisi le directeur académique et la préfète.

Maël FABRE.

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Canicule : un syndicat inquiet des conditions de travail

Ils sont inquiets et veulent des mesures. Alors que les températures ne cessent de grimper en Mayenne, le syndicat FNEC-FP FO 53 s'alarme des conséquences de cette canicule sur les élèves et leurs professeurs.

« Depuis le début de cette vague de chaleur, les personnels de l'Éducation nationale nous font état de températures atteignant et même dépassant les 30 °C dans les locaux scolaires », alerte le syndicat.

D'après lui, « des enseignants ont fait des malaises dans les salles surchauffées, y compris lors de la passation des examens. On nous a aussi fait part de malaises des élèves (nausées, saignements de nez et maux de tête), à l'instar des élè-

ves du collège de Craon vendredi dernier. »

Dans une lettre ouverte à la préfète, le syndicat rappelle le décret relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur. Un décret qui stipule que « si les mesures sont insuffisantes au regard des conditions climatiques, l'arrêt de l'activité est décidé ».

La FNEC-FP FO 53 demande donc « la fermeture, à minima l'après-midi, des établissements scolaires et administratifs qui ne bénéficient pas d'un système de climatisation », car les ventilateurs « n'ont aucun effet sur la température insupportable des locaux ».

Des salles de classe à 36 °C

À midi, les températures relevées par des enseignants dans les classes du département ont atteint jusqu'à 36 °C, selon le Snudi-FO 53, principal syndicat des écoles publiques mayennaises. Samedi 28 juin, il avait appelé la préfète à fermer les établissements scolaires lors des après-midi du début de semaine. « La seule réponse a été de conseiller la fermeture... des administrations », indique le Snudi-FO 53 qui s'est adressé, ce lundi midi, au directeur académique pour lui faire l'état de la situation.

Et si le transport scolaire était gratuit ?

Le tarif voté fin décembre par la Région – 170 € par élève et par an – a fait réagir FO lors du conseil de l'Éducation nationale en Mayenne.

« Plus 15 € par an d'abonnement, ça fait beaucoup chez nous. En Mayenne, on est un département rural. Pour des parents confrontés à des fermetures de classe et obligés d'utiliser les transports scolaires, ça fait une double peine. En six ans, les tarifs ont doublé. » Ce coup de gueule contre la nouvelle tarification régionale des bus scolaire 2025-2026, c'est Steve Gaudin, représentant FO Éducation en Mayenne, qui le pousse. « Nous n'étions pas au courant des nouveaux tarifs jusqu'à ce CDEN [Conseil départemental de l'Éducation nationale]. On l'a appris lors de la réunion du 6 février. »

Gratuit en Occitanie

La pilule n'est pas passée : Steve Gaudin rappelle qu'en « 2019, on payait 80 € par an. À compter de la rentrée 2025, les parents paieront 170 €. On émet le vœu d'une gratuité des transports scolaires. Il y a des régions qui l'appliquent, comme l'Occitanie. » Ce vœu a été suivi par les représentants au CDEN 53 de la CGT, de la FSU et de la FCPE. L'Unsa

a préféré s'abstenir.

Les nouveaux tarifs ont été votés lors de la session du conseil régional, les 19 et 20 décembre. Roch Brancour, vice-président en charge des transports, expliquait alors que l'augmentation à hauteur de 170 € avait été décidée « après consultation du Comité régional des partenaires et des Conseils départementaux de l'Éducation nationale ».

La Région ajoute que « le coût réel du transport est de 1 285 € par an. La prise en charge de la Région est donc de 87 %. Cette hausse est due à l'augmentation des coûts. » Sachant que 138 000 élèves sont transportés chaque jour, l'augmentation de 15 € de l'abonnement n'est pas anodine pour le budget régional.

De son côté, le groupe des élus L'Écologie ensemble à la Région regrettait, à l'époque du vote, « une nouvelle hausse des tarifs des transports bien au-delà de l'inflation : c'est au pouvoir de vivre des Ligériens que va s'attaquer la majorité. »

Éric de GRANDMAISON.



« Entre 4 jours et 4,5 jours, j'ai vu la différence » : en Mayenne, les parents mobilisés

Alors que des rassemblements se préparent devant les mairies de Laval, Château-Gontier et Mayenne le 22 mai 2025, le Snudi-FO 53 a tenu une conférence de presse ce mardi 13 mai pour dévoiler les résultats de l'enquête départementale du comité pour le retour à quatre jours dans les écoles de la Mayenne. L'occasion pour des mamans de témoigner.



Des rassemblements auront lieu contre la semaine de 4,5 jours le 22 mai 2025. (photo d'illustration) | ARCHIVES OUEST-FRANCE

[Ouest-France](#)

Nicolas GOINARD.

Publié le 14/05/2025 à 07h30

Newsletter La Matinale

Chaque matin, l'actualité du jour sélectionnée par **Ouest-France**

Ils poursuivent leur mobilisation pour un retour à la semaine de quatre jours dans les écoles de la Mayenne. Le 22 mai 2025, cela se concrétisera par [des rassemblements devant les mairies de Laval, Château-Gontier et Mayenne](#).

Mardi 13 mai, le Snudi-FO a dévoilé les résultats d'une enquête menée par le comité départemental pour le retour à quatre jours dans les écoles de la Mayenne dans laquelle il est notamment dit : « **L'école maternelle semble particulièrement inadaptée à ce rythme de 4,5 jours. Des collègues relèvent de l'absentéisme élevé l'énervernement plus important le jeudi.** » Une enseignante confie appeler cette journée « **le jeudi de l'horreur** ». Et d'ajouter : « **Et le vendredi, ils n'ont plus d'énergie.** » La conséquence selon eux de la semaine de 4,5 jours et de ces heures de classe le mercredi matin.

Lire aussi : [« Se reposer le mercredi » : en Mayenne, la semaine des quatre jours plébiscitée par nos lecteurs](#)

Profitez-vous de vos avantages abonné(e)s ?

Places de concerts, de matchs, livres... ils vous attendent sur LaPlace [J'y vais](#)

Amélie Gilles, parent d'élèves installée à Laval, note : « **Où on habitait avant, ils étaient à 4 jours. En arrivant à Laval, on a vu la différence avec plus de fatigue. Les mardis soir étaient plus détendus avant. Maintenant, il y a les devoirs à faire et le mercredi matin, il faut se lever à 7 heures et se dépêcher.** »

« **On ne souhaite pas que ces décisions dépendent des élus** »

SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

Selon le syndicat Snudi-FO en Mayenne, 70 % des écoles publiques sont à quatre jours et 78 % des écoles privées. « À Château-Gontier, des parents choisissent de mettre leurs enfants dans le privé pour avoir des semaines de 4 jours alors que les écoles publiques de la ville sont à 4,5 », avance Stève Gaudin, secrétaire du Snudi-FO. Il continue : « Pour les personnels, cette demi-journée c'est comme une cinquième journée. »



Amélie Gilles a vu la différence entre la semaine de 4 jours et la semaine de 4,5 jours depuis son installation à Laval. | OUEST-FRANCE

Jennifer Guihal, une autre maman, considère que « tous les élèves ne sont pas traités de la même manière alors qu'ils vont à l'école de la République ». Stève Gaudin reprend : « On ne souhaite pas que ces décisions dépendent des élus. » Raison pour laquelle le syndicat demande l'abrogation des décrets permettant de déroger à la règle nationale.

Dans un communiqué, la fédération de parents d'élèves, la FCPE de la Mayenne, s'est dite « toujours favorable à une semaine de 4,5 jours à l'école » qui « favorise l'apprentissage et l'ouverture culturelle des élèves, et notamment des plus défavorisés ». La FCPE dit aussi : « Cette mesure a permis à de nombreuses femmes, notamment dans les milieux populaires, de retrouver du travail à temps plein en libérant leur mercredi. »

[Ici Mayenne décembre 2024](#)

[L'autre Radio octobre 2024](#)



SNUDI-FO 53, 1^{er} syndicat des écoles publiques de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr

